

Rectification

M. J. Gérard-Libois, président du Centre de Recherches et d'Information Socio-Politiques — CRISP — a envoyé à M. Marcel Grégoire, président de l'Institut belge de Science Politique, la lettre suivante que nous nous faisons un devoir de publier.

Monsieur le Président,

Je ne vous étonnerai sans doute pas en vous disant à quel point nous ont paru inacceptables certains passages de l'article de L. Moulin, paru dans *Res Publica* 1966, n° 2 et consacré à l'ouvrage du CRISP que la Fondation française de Science Politique a publié dans sa collection, sous le titre : « La décision politique en Belgique ».

Il est bien entendu que nous ne mettons pas en question le droit à la libre critique de notre production. De même, je ne polémiquerai pas sur la question de savoir s'il convient qu'une revue comme *Res Publica*, paraissant sous les auspices de l'Institut belge de Science Politique, publie de telles critiques d'humeur. Je sais, en effet, qu'aucun responsable de l'Institut ou de la revue — en dehors de l'auteur lui-même — n'eut connaissance du texte avant publication, ni n'en approuva les termes après coup.

Je ne veux retenir ici qu'un passage que mes amis et moi jugeons particulièrement grave et qui révèle une extrême légèreté chez l'auteur.

Léo Moulin écrit, en note n° 40, que dans la rédaction de l'ouvrage, « que nous affirmons être le fruit d'un travail collectif du CRISP, réalisé sous la direction de J. Meynaud, J. Ladrière et F. Perin, « le rôle de Jean Meynaud s'est réduit à celui de superviseur de l'œuvre et cela pendant deux week-ends ».

Cette affirmation est totalement fausse. Elle est, en outre, vexatoire, tant à l'égard de J. Meynaud — accusé d'avoir indûment accepté la paternité de l'œuvre — qu'à l'égard de l'équipe du CRISP ainsi accusée d'avoir usé d'un artifice grossier pour tenter de donner plus de crédit à sa production.

Il nous semble que les lecteurs de *Res Publica* ont le droit de savoir la vérité et ce que nous pensons du procédé.

En attendant, je vous prie, Monsieur le Président, de ma parfaite considération.

J. Gérard-Libois
Président

Sur la foi d'informations que nous avons tout lieu de croire sérieuses, nous avons en effet écrit, dans une note de bas de page. « Le rôle de Jean Meynaud s'est réduit à celui de superviseur de l'œuvre, et cela pendant deux week-ends ».

M. Jean Meynaud, qui nous a fait l'honneur de confier à notre revue l'article que nous publions dans la présente livraison, nous écrit le 28 juillet dernier à propos de cette remarque :

Cher ami, j'ai pour principe, à titre personnel, de ne jamais protester contre les comptes rendus. Si j'avais été seul en cause dans l'histoire de *La décision*, j'aurais probablement attendu que nous nous rencontrions pour vous dire que j'ai pris tout de même une plus grande part — pour le meilleur et pour le pire — dans le volume du CRISP. Mais... si le CRISP souhaite agir, je dois me tenir à ses côtés...

Nous comprenons et approuvons parfaitement le point de vue du professeur Meynaud à qui d'ailleurs nous avons tout aussitôt présenté nos excuses. Nous les lui renouvelons publiquement, avec nos regrets, en disant, comme lui-même nous l'écrit : « Je fais des vœux pour qu'une amitié qui m'est chère ne soit aucunement effleurée par cette conjoncture. Mais, à vrai dire, je n'ai pas beaucoup de soucis à cet égard. »

En réponse à la lettre de M. Gérard-Libois, nous dirons qu'il n'est pas d'usage que le rédacteur en chef soumette à qui que ce soit ses comptes rendus. Par définition, il porte seul la responsabilité de ce qu'il publie sous son nom.

Un dernier mot : il n'est pas exact qu'« aucun responsable de l'Institut » n'ait approuvé les termes de notre compte rendu « après coup ». Certains les ont approuvés, après même avoir lu la lettre de M. Gérard-Libois. En fait, dans notre esprit, ce compte rendu — le plus important jusqu'ici qui ait été consacré à en amoindrir si peu que ce soit la valeur ou la signification. Nous avons, au contraire, dit toute la sympathie que nous portions à l'effort fait par l'équipe du CRISP. Mais nous avons cru devoir souligner que, sur certains points, cette étude nous avait laissé sur notre faim. Ce n'était pas bien méchant. Et nous n'avons pas été le seul à le penser.

L. M.